



Strasbourg, le 16 novembre 2018

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°349-2018 du 16 novembre 2018

Séance du : 16 novembre 2018  
Sous la présidence de : Michel Samuel-Weis – Vice-Président

Ont assisté à la séance : 14 membres  
Absents excusés : 14 absents excusés dont 5 pouvoirs  
Absent non excusé : /

### Présents :

Rosalie BEHRA, Azzedine BOUFRIOUA, Cora FRANÇOIS, Bernard GOY, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Ange-Frédéric KOFFI, Amy LIN, Sara MARGUIER, Gilles OLTZ, Pauline ROUGIER, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Darek SZUSTER.

### Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Darek SZUSTER  
Nicolas MATT donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA  
Ada REICHHART donne pouvoir à Sara MARGUIER  
Catherine TRAUTMANN donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS  
Jean VERNE donne pouvoir à Bernard GOY

### Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Alain FONTANEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ, Benoît TOCK, Catherine TRAUTMANN, Jean VERNE.

### 9ème point de l'ordre du jour : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR. Création d'un poste à mi-temps au service scolarité et mobilité internationale

#### Délibéré

Le Conseil d'administration  
Après en avoir délibéré

- décide la création de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.

#### Vote

Votants : 19  
Pour : 19  
Contre : -  
Abstention : -

### Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le .....18 décembre..... 2018  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le .....18 dec 2018 à 17 heures

Michel Samuel-Weis  
Vice-Président

REÇU EN PREFECTURE

le 19/12/2018

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-067-200028124-20181116-2018\_349-DE



# Délibération du Conseil d'administration

## n°349 - 2018 du 16 novembre 2018

**Objet : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR. Création d'un poste à mi-temps au service scolarité et mobilité internationale**

### Exposé des motifs

La reconfiguration du service scolarité/mobilité internationale et la création d'une mission relations internationales délibérée le 22 novembre 2017 s'est accompagnée d'un redéploiement des missions au sein des deux pôles.

A l'aune d'une année de fonctionnement, il apparaît indispensable d'accompagner la montée en puissance du service qu'a entraîné le transfert de compétences supplémentaires en termes d'accueil et de suivi des étudiants en mobilité entrante et sortante.

Il est ainsi proposé au Conseil d'administration de procéder à la création d'un poste d'adjoint administratif territorial à mi-temps, soit 17h30.

### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré :

- décide la création de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.

**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 16 novembre 2018 relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR**

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
Nouvel emploi créé	Assistant mobilité internationale	Administrative	C	Adjoint administratifs	Adjoint administratif territorial	Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe	TNC (50%)	0.5	01/01/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; Loi n°84-53	IM 325	IM 466

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.  
Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée

REÇU EN PREFECTURE

le 19/12/2018

Application agréée E-legalite.com